

Maisons-Alfort, le 19/06/2025

## Conclusions de l'évaluation

### relatives à la demande de permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique KABIOX 6ULV®

---

*L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a notamment pour missions l'évaluation ainsi que la délivrance de la décision d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Le présent document ne constitue pas une décision.*

---

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a accusé réception d'un dossier, déposé par ARMOSA, de demande de permis de commerce parallèle pour le produit phytopharmaceutique KABIOX 6ULV®, pour un produit en provenance de Belgique.

Les présentes conclusions sont émises dans le cadre du règlement (CE) n° 1107/2009, des dispositions prévues dans le code rural et de la pêche maritime, et en se basant sur le document guide européen SANCO/10524/2012.

Considérant que le produit importé, K-OBIOL ULV 6®, bénéficie en Belgique de l'autorisation de mise sur le marché en cours de validité n° 9637P/B, dont le titulaire est 2022 ENVIRONMENTAL SCIENCE FR S.A.S. ;

Considérant que ce produit est déclaré par le demandeur identique au produit de référence K-OBIOL ULV 6®, qui bénéficie sur le territoire national de l'autorisation de mise sur le marché en cours de validité n° 9000282, dont le titulaire est 2022 ENVIRONMENTAL SCIENCE FR S.A.S. ;

Considérant les compositions intégrales et les fabrications de ces deux produits ;

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés estime que la substance active du produit K-OBIOL ULV 6® (origine Belgique) n'a pas les mêmes origines que la substance active entrant dans la composition du produit de référence K-OBIOL ULV 6®.

**En conséquence, il est considéré que la demande de permis de commerce parallèle pour le produit KABIOX 6ULV®, présentée par ARMOSA, ne satisfait pas les requis de l'article 52 du règlement (CE) n° 1107/2009 et des dispositions prévues dans le code rural et de la pêche maritime.**

Pour le directeur général, par délégation,  
le directeur,  
Direction de l'évaluation des produits réglementés